

La crise de la dictature militaire en Espagne

La dictature militaire de Primo de Rivera se trouve dans une situation critique. La crise économique, la dégringolade catastrophique de la peseta, le mécontentement de toutes les couches de la population, sans excepter l'armée, ont créé au gouvernement une situation tellement difficile, que Primo de Rivera s'est vu contraint de déclarer que la dictature s'est « usée », que « les hommes qui la dirigent et la représentent au pouvoir sont « très fatigués » et qu'il faut penser à « la remplacer par un régime intermédiaire entre elle et le régime futur. »

La situation qui s'est créée en Espagne est des plus curieuses et intéressantes. Pour la comprendre, il faut exposer en quelques mots les origines et le caractère de la dictature. Avant tout il faut dissiper une erreur très répandue qui consiste à considérer comme fasciste le coup d'Etat du 13 septembre 1923 et le régime de dictature qui en fut la conséquence immédiate. Disons, en passant, que l'on ne commet pas cette erreur seulement pour l'Espagne. L'application aux faits de quelques formules bonnes à tout — a mené et pas seulement, hélas ! dans ce domaine — à une telle confusion, que l'explication de notions tout à fait élémentaires est devenue indispensable.

Le fascisme est un *mouvement* au service de la grande bourgeoisie qui s'appuie sur les masses petites-bourgeoises, se présente, à ses débuts, avec un programme de révéndications démagogiques (susceptibles d'attirer la petite bourgeoisie, telles, par exemple, que celle de l'impôt sur les grands revenus) et détruit par des moyens *plébéiens*, selon l'heureuse expression de Trotsky, les organisations ouvrières. Tels sont les traits les plus généraux et caractéristiques du fascisme, auxquels nous nous bornons pour ne pas dépasser les limites que nous nous sommes imposés.

Le coup d'Etat de Primo de Rivera fut un *pronunciamiento* typique, accompli par les comités militaires (« Juntas de Defensa ») dans l'indifférence générale et sans aucune participation des masses,

soucieux surtout de la défense de leurs intérêts professionnels et d'éviter la lumière dans la question des responsabilités au Maroc, sur lesquelles une commission spéciale était en train à ce moment-là de mener une enquête. Cela ne ressemblait pas du tout à la « marche sur Rome ». Ni le Parlement, dissous immédiatement, qui était complètement discrédité, ni le gouvernement, constitué par des gouvernants non moins discrédités et impopulaires, ne trouvèrent de défenseurs. Rappelons que jusqu'à la fin de 1924 Mussolini avait conservé le parlement, dans lequel les fascistes avaient une représentation très peu nombreuse, et un certain respect extérieur pour les institutions héritées de l'ancien régime.

Mussolini s'appuyait sur un parti, soutenu et financé par la grande bourgeoisie, composé d'une grande masse petite bourgeoise avec, à sa tête, des groupes combattifs (« squadristi ») qui, avant la prise du pouvoir, avaient déjà entrepris, par les violences les plus effrénées, la destruction des organisations ouvrières.

Sur quelles forces s'appuyait Primo de Rivera ? La seule force sociale qui lui prêta un appui décidé et qui proclama sa solidarité avec la dictature le lendemain du coup d'Etat fut la bourgeoisie industrielle de Catalogne. Cette bourgeoisie, malgré ses aspirations à l'autonomie, ferma les yeux devant le caractère espagnoliste, anti-nationaliste, du nouveau gouvernement, parce qu'elle voyait en lui le pouvoir fort capable de détruire les organisations ouvrières et de mettre fin au terrorisme.

Les grands propriétaires fonciers, écartés momentanément du pouvoir, attendaient. Ils savaient qu'un gouvernement essentiellement réactionnaire comme celui de Primo de Rivera ne pouvait pas se passer d'eux, qui sont la personnification de l'Espagne féodale.

La petite bourgeoisie urbaine assistait passive et indifférente aux événements, et attendait aussi. Les mesures purement extérieures adoptées par la dictature, dans ses premiers mois d'existence, contre des représentants de deuxième ordre du « caciquisme » (1) et contre quelques abus, aussi secondaires, de l'appareil bureaucratique de l'Etat, déterminèrent une certaine sympathie de cette petite bourgeoisie urbaine pour le nouvel ordre de choses.

La grande masse paysanne, ignorante, abrutie par une exploitation et une oppression séculaires, restait dans une indifférence complète.

Et la classe ouvrière ? La classe ouvrière, après la période

(1) La *caciquisme* est un système qui consiste à placer les questions de personnes à la base des questions de doctrine les plus sérieuses. Il a pris naissance aux environs de 1880 et est resté caractéristique de la politique monarchiste et bourgeoise de l'Espagne.

de grands combats de 1917-1920, était fatiguée et déçue. Les répressions, le terrorisme, le chômage, l'attaque de la bourgeoisie contre les améliorations conquises pendant des années de lutte héroïque, les efforts antérieurs, l'avaient épuisée. La grande grève des transports de Barcelone, en 1923, la grève générale de Biscaie, de la même année, étaient les dernières secousses héroïques d'une lutte qui entrait dans son crépuscule. Dans l'automne de 1923 le prolétariat n'était pas en mesure d'entreprendre un combat de grande envergure, et c'est pourquoi le coup d'Etat, malgré la tentative de la Confédération Nationale du Travail révolutionnaire de déclarer la grève générale, ne rencontra aucune résistance de la part de la seule classe capable d'agir. Pour Primo de Rivera asséner le coup de grâce aux organisations ouvrières fut une tâche facile. Il n'eut pas même besoin d'employer les moyens de violence extrêmes que nous avons vu en Italie. Quelques exécutions sommaires liquidèrent radicalement le terrorisme, d'ailleurs en décadence et dégénéré, et les « expropriations ».

Si nous prenons en considération toutes ces circonstances, pourrions nous appliquer l'adjectif de fasciste à la dictature de Primo de Rivera ? Nous ne le croyons pas. Nous nous trouvons en présence d'un *gouvernement fort* qui ne se distingue en rien, ni par son contenu social ni par ses méthodes, d'autres gouvernements analogues que nous avons vu avant la guerre. (Pouvait-on appliquer, par exemple, le qualificatif de fasciste au gouvernement de Nicolas II ou à la dictature mexicaine de Porfirio Diaz ?)

Pas de mouvement de masse, mais simplement *pronunciamiento*. Les tentatives du dictateur pour se créer une base moyennant la création d'un grand parti « national », l'« Union Patriotique », et d'un « Grand Somaten » (d'après le modèle de la milice fasciste) ont échoué piteusement.

Sur quoi, donc, s'appuyait Primo de Rivera ? Il s'appuyait, si on peut s'exprimer ainsi, sur l'impuissance des organisations ouvrières, l'absence de groupes politiques organisés avec plus ou moins de cohérence, l'apathie et la passivité générale du pays. Voici quelles étaient ses bases *negatives*. La base positive était constituée par une force sociale, la bourgeoisie industrielle, et une force organisée, ou, pour mieux dire, la seule force organisée et disciplinée dans un pays en décomposition et profondément démoralisé : l'armée.

Toutes ces circonstances expliquent la rapidité fulgurante du succès du coup d'Etat et la solidité de la dictature pendant une certaine période.

Les limites de cet article ne nous permettent pas de nous arrêter en détail sur la politique de la dictature au cours de ses six années

d'existence. Née dans un pays en état de crise économique permanente — résultat du développement peu considérable de l'industrie, de l'absence de débouchés extérieurs et du paupérisme qui restreint le marché intérieur, ainsi que de l'état extrêmement arriéré de l'agriculture, dans laquelle la charrue romaine est l'instrument de travail le plus en faveur — dans un pays où la bourgeoisie est encore relativement faible et se trouve en contradiction avec une propriété agraire dont les *latifundia* et l'exploitation semi-féodales sont la caractéristique dominante, dans un pays où la petite bourgeoisie constitue une masse amorphe et passive, végétative, où il n'y a aucune classe organisée solidement au point de vue politique, la dictature ne pouvait mener qu'une politique, bien qu'au service, naturellement, des classes privilégiées, pleine de contradictions. C'est ainsi que nous avons vu tour à tour une politique de relâchement des barrières douanières pour favoriser la pénétration des produits industriels étrangers et donner ainsi satisfaction aux agrariens, et une politique sévèrement protectionniste, pour faire plaisir à la bourgeoisie industrielle, ou bien une politique de soutien de certains groupes financiers du nord liés très étroitement au capital financier international, ce qui déterminait le mécontentement parmi d'autres secteurs de la bourgeoisie espagnole. Cette dernière orientation a été dominante pendant les derniers temps et explique l'attitude de plus en plus hostile de la bourgeoisie industrielle vis-à-vis de la dictature.

Le mécontentement d'une grande partie de l'armée, suscité par la politique de concession de privilèges à certaines catégories d'officiers au préjudice des autres et les ambitions croissantes et insatiables d'une collectivité parasitaire qui, ayant pris le pouvoir, veut tirer de cette circonstance le maximum de profits, a fait chanceler la base la plus solide du régime, sa pierre angulaire, pour ainsi dire.

La petite bourgeoisie, de son côté, est sortie, dans une certaine mesure, de sa passivité. Les démonstrations bruyantes et agressives des étudiants, appuyés par la majorité des professeurs, constituèrent de même un symptôme bien inquiétant pour Primo de Rivera. Parallèlement, des tentatives surgissent pour réorganiser les forces républicaines, et la presse radicale, malgré la censure, commence à employer un langage dont elle avait déjà perdu l'habitude.

Ajoutons-y le mouvement national de la Catalogne, qui est un élément corrosif de premier ordre.

Avec tout cela la crise économique est de plus en plus aigüe. Crise de débouchés. Chômage. Cherté de la vie. Chute de la peseta, dont les deux chiffres suivants donneront une idée de la dégingolade : au commencement de janvier, la livre sterling (25 pesetas au pair) était cotée 35-36, le dollar (5,42 au pair) à 12-13,5. Et

l'explication de Primo de Rivera d'après laquelle cette baisse de la peseta est un signe de la prospérité du pays (parce que, voyez vous, il y a une telle abondance d'or en Espagne que l'on est contraint d'acheter à l'étranger) ne peut provoquer que le sourire.

La situation de la dictature peut donc être résumée ainsi : crise économique et financière aigüe, « épuisement » des gouvernants (pour employer l'expression de Primo de Rivera lui-même), crise de confiance sans précédents : Primo de Rivera ne compte avec l'appui d'aucune force politique ou sociale plus ou moins sérieuse. D'où crise de la dictature et déclarations publiques du dictateur en faveur de la liquidation du régime actuel et de la transmission du pouvoir à un gouvernement transitoire.

Transitoire par rapport à quoi ? Par rapport, déclare le dictateur, « à quelque chose, naturellement, de très différent de la dictature, mais plus que différent, opposé au passé. »

C'est cette transition qui effraye la bourgeoisie. Monsieur Cambo, le chef de la « Lliga Regionalista », le parti de la bourgeoisie industrielle de Catalogne et un des hommes politiques les plus intelligents du pays, a exprimé sans réticences, dans son récent ouvrage « Les dictatures », cette peur du « lendemain de la dictature ». Reconstituer purement et simplement l'ancien régime est impossible. Il est trop discrédité aux yeux de tout le monde ; en outre, les vieux partis monarchiques, écartés du pouvoir pendant six ans, ont perdu la base d'organisation sur laquelle ils s'appuyaient, les engrenages de la machine gouvernementale et électorale, le népotisme, les intérêts créés, etc., etc. La dictature, d'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, n'a pas réussi à créer un parti solide. L'Union Patriotique n'est qu'une façade, une étiquette sans contenu.

Au moment, donc, où la dictature s'apprête à s'en aller, et cherche un successeur, il n'y a ni partis ni hommes. Et pour gouverner, M. Cambo le remarque avec justesse dans son livre, « il faut des partis organisés et des forces disciplinées. Et avec la dictature les partis et les organisations politiques ou bien ont disparu complètement ou bien sont restés très diminués. » La bourgeoisie industrielle elle-même, dont Cambo est le chef visible, ne constitue pas une exception dans ce sens. La « Lliga Regionalista », autrefois si puissante, n'existe presque plus en tant qu'organisation. Mais, même dans le cas où elle réussirait, à la faveur d'un régime constitutionnel ou semi-constitutionnel, à reconstituer rapidement l'organisation des forces, ce qui n'est pas exclu, elle ne serait pas en mesure de prendre la responsabilité entière du pouvoir. Géographiquement, elle est limitée au littoral (principalement Catalogne et Biscaye) ; économiquement elle se heurte à cet énorme poids mort de l'Espagne semi-féodale de la grande propriété foncière, de l'Egli-

se et de la monarchie. La confiance en cette dernière, parmi les classes privilégiées, a été sérieusement ébranlée. Le roi avait joué un rôle trop important, trop direct, dans le coup d'Etat de 1923 pour que la chute de prestige de la dictature ne tombe pas sur lui.

La crise est grave. Objectivement, existent les conditions préliminaires nécessaires d'une révolution. Mais il n'y a à l'heure actuelle, en Espagne, aucune force politique organisée, ni parmi la bourgeoisie industrielle, ni parmi la classe ouvrière, qui soit capable de prendre le pouvoir entre ses mains.

A notre avis, il y a deux perspectives possibles, nous ne disons pas probables. La première, infiniment peu probable, serait la convocation d'une Assemblée Constituante qui élaborerait une nouvelle constitution. Mais qui pourrait convoquer cette Constituante ? Primo de Rivera ? Ce serait bien paradoxal de voir un dictateur convoquant un parlement chargé de transformer les bases politiques du pays. L'histoire ne connaît pas d'exemples pareils. La convocation d'un tel parlement provoquerait une période de fermentation populaire, d'agitation, de propagande et d'organisation des forces substantiellement révolutionnaires du pays qui ne pourrait aboutir qu'à une situation nettement révolutionnaire, dont les conséquences immédiates seraient le renversement de la monarchie.

En Espagne la révolution bourgeoise n'a pas encore été accomplie. Elle n'est possible — l'histoire des autres pays le montre — que sur la base de la mobilisation et de la participation des masses populaires. La bourgeoisie espagnole ne s'opposerait pas à l'instauration d'une république démocratique qui, en même temps, accorderait une large autonomie politique à la Catalogne et à la Biscaye. Mais la bourgeoisie a peur — et pour cause — des masses. L'expérience de la révolution russe est trop éloquente à cet égard. Une révolution, on sait comment elle commence; il est plus difficile de dire quel sera son dénouement une fois déchainée. Parce qu'elle avait compris cela, la bourgeoisie espagnole fit machine en arrière en 1917, à un moment où la monarchie était à deux doigts de sa chute.

Toutes ces raisons nous inclinent à écarter, comme très peu probable, la première perspective.

Le deuxième perspective, la plus probable à notre avis, est le compromis entre la dictature, certains éléments de l'ancien régime et la bourgeoisie industrielle (avec la collaboration probable des socialistes). Celle-ci est la seule solution possible étant donnée la corrélation des forces actuelle. Quelles seraient les caractéristiques principales de cette nouvelle situation ? Une apparence de régime constitutionnel, avec un parlement formé en partie par des députés élus par suffrage universel et en partie par des représentants corpo-

ratifs, une accentuation de la politique protectionniste et l'offensive ultérieure contre les salaires, la journée de travail, comme un des moyens les plus efficaces de diminuer les conséquences de la crise économique.

Ce régime, actuellement, ne pourrait être que transitoire, comme la situation est, en général, transitoire. Il faudrait quand même accorder une certaine liberté aux organisations ouvrières, à la presse, à la propagande et à l'agitation. Ceci, ajouté à la crise générale du pays, au mécontentement croissant des masses, ne ferait qu'aggraver la situation. Surgiront des agitations ouvrières, des grèves. La question du pouvoir se poserait de nouveau dans toute son intégrité. Il n'y aurait qu'une issue : la révolution, qui aboutirait à la dictature du prolétariat, laquelle accomplirait la révolution bourgeoise et ouvrirait audacieusement la voie à la transformation socialiste. Le prolétariat, s'appuyant sur les masses paysannes, est la seule force susceptible de prendre dans ses mains le pouvoir. Malheureusement, au moment où l'histoire crée à la classe ouvrière espagnole une situation exceptionnellement favorable pour engager la bataille décisive avec l'ennemi de classe, elle se trouve désorganisée, sans syndicats révolutionnaires, avec un parti communiste tellement faible qu'on peut dire qu'il est presque inexistant. Sans ces deux éléments, la victoire est impossible. La responsabilité de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat espagnole est énorme dans ce moment-ci. On ne crée pas un parti en quelques mois; mais nous savons que pendant les périodes révolutionnaires la conscience de classe du prolétariat progresse avec une rapidité prodigieuse. C'est le devoir des communistes de profiter de la période extrêmement favorable qui s'est ouverte pour intensifier leur propagande et leur travail d'organisation, et forger l'arme dont la classe ouvrière espagnole et toutes les masses exploitées ont besoin — un parti communiste puissant, pour liquider les situations transitoires et instaurer une dictature du prolétariat bien stable.

14 Janvier 1930.

L. TARQUIN.